

Novembre 1947 et les démocrates

November 1947 and the Democrats

Alexandre Barthel

**Édition électronique**

URL : <http://moussons.revues.org/3618>

ISSN : 2262-8363

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Pagination : 9-37

ISBN : 979-10-320-0088-5

ISSN : 1620-3224

Référence électronique

Alexandre Barthel, « Novembre 1947 et les démocrates », *Moussons* [En ligne], 28 | 2016, mis en ligne le 03 novembre 2016, consulté le 01 décembre 2016. URL : <http://moussons.revues.org/3618>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.



Les contenus de la revue *Moussons* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Novembre 1947 et les démocrates

Alexandre Barthel*
Université de Caen, France

Dans la soirée du vendredi 7 novembre 1947 un bal de charité fut organisé au bénéfice des « communautés dans le besoin » du Siam. À cet événement mondain, ouvert par un bref discours du chef de l'opposition Khuang Aphaiwong, étaient présentes des personnalités telles que l'ambassadeur de Chine Li Tieh Tseng, les frères aristocrates Seni et Kukrit Pramoj, des représentants du gouvernement et divers chefs de partis. Ce fut l'occasion d'oublier un temps les « rivalités politiques¹ ». Le lundi 10 novembre, Khuang était nommé Premier ministre du Siam à la suite d'un coup d'État militaire « rapide et sans effusion de sang » organisé dans la nuit du samedi au dimanche précédente². Les raisons le plus souvent évoquées pour expliquer le coup d'État du 8 novembre 1947 sont : 1) la détresse populaire liée à la pénurie de riz ; 2) l'état économique du Siam d'après-guerre ; 3) l'inefficacité gouvernementale ; 4) l'existence de troubles (liés au banditisme) ; 5) la mort du roi Ananda Mahidol ; 6) l'opposition politique du parti démocrate et 7) le mécontentement existant parmi les militaires (Tantikun 1972 : 26).

Connu pour avoir mis fin à la brève période démocratique de l'immédiat après-guerre, le renversement du gouvernement de Thawan Thamrongnawasawat est le plus souvent associé au « retour de Phibun [Songkhram] » (Fistié 1967 : 209), l'ancien chef du gouvernement collaborateur des Japonais lors de la Seconde Guerre mondiale. L'événement est considéré comme annonçant l'accaparement du pouvoir par les militaires durant la guerre froide. Pourtant le coup d'État fut le produit d'une action concertée entre, d'une part, les royalistes et, d'autre part, les militaires

* Doctorant en histoire à l'université de Caen. Après avoir travaillé sur la présence Viêt-minh et *Lao Itsara* dans le nord-est de la Thaïlande au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il étudie les politiques anticommunistes siamoises qui précéderont la guerre froide.

vétérans de la campagne des États Shans de 1942. S'il y eut collaboration entre les deux parties, elle fut essentiellement motivée par leur opposition commune à Pridi Banomyong. Mais tandis que Phibun Songkhram se considérait comme le gardien d'une nation « neuve et moderne », les royalistes « souhaitaient faire revivre quelque chose de l'ancien ordre politique et social » (Baker & Phongpaichit 2009 : 142-143). Cet article entend mettre en exergue le rôle joué dans le renversement du gouvernement Thamrong par les milieux conservateurs royalistes – représentés notamment par le parti démocrate – en décrivant leur action dans la foulée du coup d'État, dans la période qui l'a précédée, et leur positionnement vis-à-vis des puissances étrangères.

LE COUP D'ÉTAT ET SES CONSÉQUENCES IMMÉDIATES

Il eut comme « figure de proue » le maréchal Phibun Songkhram (Baker & Phongpaichit 2009 : 142). Il avait été écarté du pouvoir en 1944 afin d'éviter au royaume de figurer parmi les pays vaincus. Le coup d'État fut cependant le fait de militaires peu connus à la tête de différents clans au sein de l'armée : le lieutenant général Phin Chanhawan, qui avait été à la tête de l'expédition dans les États Shan de Birmanie durant la guerre, le lieutenant général *luang* Kat Katsongkhram (Thian Kengradomying), le colonel Phao Siyanon, beau-fils de Phin, le lieutenant général Kan Chamnongphumiwet (Chamnong Siwaphet) et le colonel Sawat Sawatkiat. Avant le coup d'État, Phin et Phao auraient été désignés pour prendre contact avec le maréchal et l'inviter à prendre la tête du *khana rathaprahan* ou « groupe du coup d'État ». Ce groupe fit appel à Phibun en raison du respect qui entourait le personnage dans l'armée, mais non sans avoir approché le général Adul Detcharas, chef de l'armée, et le major général Wirawat Wirawatyothin, commandant de la première région militaire (celle de Bangkok). Ces derniers refusèrent de se compromettre³ (Kasetsiri 2001 : 455, Baker & Phongpaichit 2009 : 142, Tantikun 1972 : 89-93). « [À] la dernière minute, [Adul] avait fait avertir Pridi ainsi que Thamrong et les membres du gouvernement. » (Fistié 1967 : 209.)

Le 8 novembre au soir, tout ce qui comptait dans la société de Bangkok participait à une réunion dansante aux « Amphorn Gardens » ou assistait non loin de là à une conférence donnée par le prince [Dhani]. Quant à Pridi, il était chez lui, dans sa maison de Tha Chang. Au même moment, des chars d'assaut de l'armée [...] s'apprêtaient à marcher en direction du quartier du « Phramène » où sont situés la plupart des ministères, tandis que d'autres hommes devaient s'assurer de la personne de Pridi, de Thamrong et des principaux membres du gouvernement. (Fistié 1967 : 208-209.)

Pridi parvint cependant à s'échapper ainsi que Thamrong, qui se trouvait aux « Jardins d'Amphon » au moment où les soldats arrivèrent chez lui (Tantikun 1972 : 97-98).

Le 12 novembre, le ministre de France au Siam, Gilbert, rapporta que les « milieux d'affaires et les familles de l'aristocratie [avaient] pris allègrement leur

parti du succès de [Phibun]. Tout le monde se [réjouissait] [...] à haute voix de la disparition de l'équipe Thamrong contre laquelle on accumul[ait] les griefs⁴ ».

Les militaires annoncèrent avoir exécuté le coup d'État pour : 1) la nation et non pour tel ou tel individu particulier ; 2) renverser Thamrong et établir un nouveau gouvernement respectant la devise « Nation, Religion, Monarchie » dans le respect de la constitution ; 3) rétablir l'honneur bafoué de l'armée et rendre cette dernière plus forte et efficace ; 4) restaurer une administration efficace et améliorer la situation économique en baissant le coût de la vie pour que le peuple puisse avoir des conditions de vie décentes ; 5) mener l'enquête sur les assassins du roi et les punir en application de la loi ; 6) éliminer le communisme en terre thaïe et faire en sorte que la religion bouddhique soit éternellement vénérée (Tantikun 1972 : 93-94).

Une constitution et un gouvernement de restauration

L'abolition de la constitution de 1946 fut probablement la première mesure des auteurs du coup d'État. Ces derniers lui substituèrent une constitution provisoire. On rapporte que le prince régent Rangsit – qui avait connu la prison avant la Seconde Guerre mondiale pour des activités dirigées contre Phibun Songkhram – avait donné son approbation au texte « dans les 24 heures » (Baker & Phongpaichit 2009 : 142), mais il semble que, plus prosaïquement, le prince ait été « réveillé assez brutalement » et « contraint de signer le pro[jet] de la nouvelle constitution sans même avoir [eu] le temps de le lire⁵ ». Plusieurs auteurs ont avancé que le texte de la constitution provisoire avait été « élaboré » par *luang* Kat (Chaloemtiarana 2007 : 31, Fistié 1967 : 209, Tanikun 1972 : 112)⁶. D'après le ministre de France au Siam, Gilbert, la constitution était l'œuvre de Seni Pramoj, « second chef de l'opposition » avant le coup d'État et « ancien [m]inistre de Siam à Washington où il avait organisé la “résistance siamoise” et qui, de ce fait joui[ssait] de l'estime et de la confiance des Alliés, particulièrement des Américains ». Gilbert rapporta que la constitution provisoire représentait « un recul des principes démocratiques au profit, théoriquement, des prérogatives royales mais, en fait, du pouvoir discrétionnaire du dictateur » et ajoutait qu'il reflétait « les aspirations extrêmement conservatrices du parti dit “démocrate”⁷ ». Le parti était le « porte-parole » de la « classe des propriétaires terriens résidant à Bangkok », catégorie sociale qui

[...] avait réussi jusque-là à conserver tous ses privilèges économiques et redoutait que la détérioration de la situation – une véritable pénurie de riz était apparue dans certaines provinces – ne finisse par apporter de l'eau au moulin des communistes. En même temps, ces hommes dont les attaches avec l'ancien régime [...] étaient nombreuses, attendaient depuis quinze ans l'occasion de sortir de l'effacement politique relatif dans lequel ils étaient tenus. Khuang Aphaiwong, ancien « promoteur » de 1932 mais lui-même grand propriétaire foncier, était passé dans leur camp du jour même où il s'était mis à la recherche d'une clientèle politique personnelle. (Fistié 1967 : 208.)

C'est Pridi Banomyong qui avait permis aux royalistes de faire leur retour sur la scène politique en accordant, en mai 1945, une amnistie à toutes les personnes qui avaient été impliquées dans l'insurrection du prince Bovaradej (1933) et la conspiration de *phraya* Song (1938). Il semble que Pridi ait espéré, de cette manière, apaiser les relations entre le Parti du peuple et les royalistes. Plusieurs princes furent concernés par cette mesure. Dans un premier temps, les royalistes s'organisèrent en mettant sur pied deux partis. Fin 1945, le parti progressiste, ou *phak kaona*, fut créé qui comptait parmi ses quelques membres d'anciens prisonniers royalistes. Kukrit Pramroj, petit frère de Seni, était à la tête de l'organisation⁸. Son objectif était de mettre un terme au monopole du pouvoir exercé par les personnalités dominantes du Parti du peuple. Aux élections de janvier 1946, Kukrit fut élu député et le *phak kaona* obtint trois sièges. Nouvellement élu à l'occasion de ce scrutin, Chot Khumphphan – condamné à cinq années d'exil en 1934 pour infraction à la loi de défense de la constitution – mit sur pied le parti de la démocratie, le *phak prachathipatai*. Ce n'est cependant qu'après la désignation de Pridi à la tête du gouvernement, le 25 mars 1946, que les deux organisations se regroupèrent. Après avoir rédigé le règlement du nouveau parti démocrate, le *phak prachathipat*, Khuang Aphaiwong – dont les rapports avec Pridi s'étaient considérablement détériorés depuis 1945 – fut invité à en devenir le président. La première réunion du parti eut lieu le 6 avril 1946 (Jeamteerasakul 1993 : 165-169). Seni Pramroj en devint le vice-président et Kukrit son secrétaire général. L'organisation comptait à l'origine trente-cinq membres (Mettarikanon 2003 : 364-365).

La constitution de Seni Pramroj prévoyait l'instauration d'un « Conseil suprême » (*khana apheratthamontri*) composé de cinq membres. Il devait remplacer l'ancien conseil de régence et comptait deux anciens régents : le prince Rangsit de Jainad et *phraya* Manavaraj Sevi ainsi que le prince général Alongkot, ancien ministre de la défense avant le changement de régime de 1932 ; le prince Dhani Niwat, président de la Siam Society et ancien ministre de l'Instruction publique sous la monarchie absolue ; et le général *luang* Adul Detcharas, « l'élément dynamique de la combinaison » selon le ministre de France, et considéré comme le plus influent. Le Conseil suprême devait désigner le Premier ministre à la nomination du roi. La nouvelle constitution prévoyait encore que tous les membres de la « Chambre haute » devaient être désignés par le roi après présentation d'une liste de noms par le Conseil suprême. Dotés d'un mandat de six ans, ils devaient être en nombre égal avec ceux de la « Chambre des représentants du peuple ». Cette dernière devait en effet voir le nombre de ses membres diminuer de moitié, la nouvelle constitution ne prévoyant qu'un député pour deux cent mille habitants contre un pour cent mille avant le coup d'État. Les députés ne devaient recevoir qu'un mandat de quatre ans⁹.

Le 10 novembre, la presse annonça la composition du nouveau gouvernement dirigé par Khuang Aphaiwong¹⁰ et dont Seni Pramroj était le vice-Premier ministre et le ministre de la Justice. Le 12 novembre, les membres du nouveau gouvernement rencontrèrent brièvement ceux du Conseil suprême avant de prendre en

charge leurs ministères respectifs qui, depuis le 9, sur ordre du commandement militaire, avaient été pris en charge par les différents sous-secrétariats. Concernant la politique qui devait être mise en place, Khuang s'était contenté de déclarer, le 11, que sur le plan économique, il était favorable au libre-échange et au renforcement de la lutte contre la contrebande¹¹.

Le ministre de France au Siam observa que le gouvernement comptait un certain nombre d'officiers, « exactement dans la proportion d'un tiers » et tous étaient de « fidèles partisans » de Phibun Songkhram peu connus du public. Mais le gouvernement comprenait surtout plusieurs représentants de l'ancien régime comme *phraya* Srivisar Vacha, ministre des Affaires étrangères, ancien « sous-secrétaire d'État » et ancien ministre au « Palais de Saranrom » (Affaires étrangères). Il avait les « qualités que l'on s'accorde à reconnaître aux "Siamois de l'ancien régime" ». Il y avait aussi le prince Viwatchai Chaiyant, ministre des Finances, ancien haut fonctionnaire du ministère des Finances et gouverneur de la Banque de Siam. Il s'était « consacré aux affaires » les années précédant le coup d'État et fréquentait les « milieux européens ». Le choix du prince Sithipon Kridikarn – frère du prince Amoradat, ancien ministre à Paris – était également significatif. Il « avait été emprisonné à la suite de la tentative malheureuse de son frère, le prince [Bovaradej], instigateur de la rébellion de 1933 », et devait succéder à Khuang Aphaiwong au ministère de l'Agriculture¹². De quoi, selon le ministre de France au Siam, « rassurer l'opinion et particulièrement les étrangers³ ». Des élections furent annoncées et le gouvernement Khuang ne devait rester au pouvoir que quatre-vingt-dix jours¹⁴.

Quelques jours après le coup d'État, il s'agissait de montrer que la situation était revenue à la normale dans un pays dirigé par un gouvernement civil indépendant des militaires. Tous les bénéficiaires du renversement du gouvernement Thamrong semblèrent aller aux conservateurs et au parti démocrate. Dans la soirée du 13 novembre, Khuang, s'exprimant sur Radio Bangkok, déclara que le gouvernement devait travailler en toute indépendance vis-à-vis des militaires, tout en saluant le « travail des leaders du coup d'État » et en faisant savoir qu'il était « profondément ému par la hauteur de leurs idéaux et leur esprit de sacrifice », d'autant qu'ils avaient agi sans songer à leur « intérêt personnel ». Khuang précisa qu'il n'avait accepté le poste de Premier ministre que pour éviter des troubles dans le pays. Un accord en trois points avait été établi avec les militaires : 1) le gouvernement devait être indépendant tant au niveau politique qu'administratif ; 2) le commandant suprême et les autres membres du commandement militaire ne devaient interférer auprès du gouvernement d'aucune façon ; 3) le gouvernement devait être composé d'« hommes modérés » indépendamment de toute « affiliation politique » ou « d'influence personnelle¹⁵ ». Le lendemain, le *Bangkok Post* fit état d'une lettre rédigée par Phibun Songkhram dans laquelle il faisait savoir qu'il désirait retourner à la vie privée dès que possible¹⁶.

La rivalité entre civils et militaires

Elle était latente depuis les premiers jours qui suivirent le renversement du gouvernement Thamrong, comme le suggèrent les propos de Khuang Aphaiwong tenus devant Plion-Bernier, conseiller de la légation française. Parlant de Phibun Songkhram, le Premier ministre lui dit comprendre que la France n'appréciait guère voir « revenir le voleur » (des provinces prises à l'Indochine en 1941) mais que ce dernier « n'était plus dans la position d'un dictateur ». Il avança également que « de toute façon les membres du Gouvernement avaient obtenu de lui avant de donner leur acceptation l'engagement de ne pas s'occuper de politique, faute de quoi ils lui retireraient leur collaboration ». Le prince Vivat, nouveau ministre des Finances, disait comprendre que les Français n'aimaient pas Phibun – qu'eux non plus n'aimaient guère – mais ils en avaient besoin pour « nettoyer le pays ». Il ajoutait que si Phibun devait s'immiscer dans leurs travaux il se « retirera[t] immédiatement¹⁷ ».

Quant au « nettoyage » du pays, il consista en une série de fouilles, de saisies d'armes et d'arrestations le plus souvent temporaires dirigées contre les anciens Seri Thai, et les personnalités politiques liées à Pridi Banomyong, telles que Tiang Sirikhan et Thongin Phuriphath (importants leaders du Nord-Est). Les démocrates profitèrent pleinement de la répression exercée par le groupe du coup d'État contre les partisans de Pridi. Dominant le gouvernement, l'action dirigée contre les Thaïs libres par les militaires asseyait plus encore leur contrôle de la politique siamoise (Fistié 1967 : 212). Il n'y eut pas de réelle résistance. D'après un télégramme en date du 13 novembre concernant le repli de Pridi et Thamrong « sur [Sattahip], la principale base navale du Siam à 200 km au sud-est de la capitale », le ministre de France au Siam rapportait qu'une réunion avait eu lieu auparavant à Bangkok, dans la nuit du 12 au 13. Lors de cette réunion, l'« ancien président du Conseil » déclara qu'il estimait les chances de succès d'une contre-offensive à « 50 sur 100 » mais le cabinet ne put se décider « pour ou contre la résistance¹⁸ ». Dans la soirée du 27 novembre, Pridi, alors réfugié à Singapour, appela la population siamoise dans un message radiodiffusé à ne pas recourir aux armes contre le groupe du coup d'État¹⁹.

Les militaires semblaient cependant avoir du mal à respecter leurs promesses de ne pas s'occuper des affaires civiles. Le 18 novembre, Khuang protestait déjà contre l'annonce faite la veille par *luang* Kat de l'existence d'un complot visant l'assassinat des monarques siamois. Le Premier ministre soulignait qu'il y avait eu une violation du principe selon lequel les militaires n'interviendraient pas dans les affaires civiles. *Luang* Kat réagit le jour même en soulignant que l'armée ne ferait, dans l'affaire de la mort du roi Ananda Mahidol, qu'assister la police dans l'arrestation des suspects ou en lui faisant parvenir des preuves²⁰. Dans la soirée, un décret d'urgence fut pris qui autorisait le commandement militaire à procéder à des recherches, à des détentions et à la saisie d'armes à feu pour une période qui ne devait pas dépasser 90 jours après la date de la nomination du gouvernement. Le décret fut signé par Khuang²¹. Phibun Songkhram ne remit ses pouvoirs spéciaux

au premier ministre que le 23 décembre 1947. Ce faisant, il précisait vouloir lever tous soupçons d'interférence de la part des militaires dans les élections à venir²².

Le 19 novembre, le gouvernement annonça la liste des membres du Sénat. La plupart des cent personnes qui furent choisies par le Conseil suprême avaient eu des fonctions importantes sous l'ancien régime. Les hommes qui avaient pris part au renversement de la monarchie absolue et au coup d'État de novembre furent largement ignorés tandis que des personnalités réputées avoir participé au complot de 1939 dirigé contre Phibun furent choisies²³. Le choix de personnalités « ouvertement hostiles » à Phibun permettait de souligner l'indépendance du gouvernement Khuang vis-à-vis du « parti militaire²⁴ ». Qui plus est, « [q]uelques membres de la Famille Royale et d'anciens hauts fonctionnaires, demeurés depuis leur retraite à l'écart de toute activité politique, ont également été choisis ». Ils devaient constituer « un élément raisonnable et, on peut l'espérer, ennemi de toute aventure²⁵ ». Plusieurs anciens hauts fonctionnaires furent nommés ainsi qu'une « demi-douzaine de gros commerçants (certains d'origine chinoise) ». Ils ne semblaient pas « devoir constituer un élément agité ».

La première session de la Chambre haute eut lieu le 24 novembre 1947 « en présence du prince Rangsit de Jainad, président du Conseil suprême et sous la présidence du doyen d'âge, [*phraya* Bhirom Bhakdi], âgé de soixante-quinze ans ». La présidence fut attribuée à l'unanimité au *chaophraya* Sri Dharmadhibes (ancien ministre de la Justice et des Affaires étrangères, frère de *phraya* Manavaraj Sevi, du Conseil suprême) avec pour vice-présidents *phraya* Apibal Rajamaitri (ancien ministre des Affaires étrangères et ancien ministre à Londres et à Washington) et le général *phraya* Siharaj Dejochai (ancien ministre de la Défense)²⁶.

Face à l'accroissement de l'influence royaliste dans les institutions du pays, les militaires, derrière Phibun Songkhram, continuèrent un temps à prétendre jouer le jeu de la remise du pouvoir aux civils. Le 8 décembre, dans une lettre destinée à la presse, Phibun démentait toute attache avec le parti *thammathipat*, contrairement à ce qu'avait laissé entendre les journaux, et prétendait n'avoir aucun projet de carrière politique. De même, il faisait savoir qu'il n'avait pas l'intention de soutenir quelconques candidats aux élections²⁷. Dans la soirée du 14 janvier 1948, Phibun démentait l'existence de conflit entre l'armée et le gouvernement. Il témoigna de sa fidélité, ainsi que celle de l'armée, aux principes de 1932. Niant toute friction entre lui et Khuang, il déclara qu'ils étaient tous deux guidés par leur patriotisme et leur désir de paix...²⁸

L'ATTITUDE DES DÉMOCRATES

DANS LA PÉRIODE PRÉCÉDANT LE COUP D'ÉTAT

L'historien Suthachai a écrit que le coup d'État eut pour conséquence la victoire des conservateurs, qui comprenaient les royalistes, *fai niyom chao*, et la vieille aristocratie, *fai khunnang kao*. Les conservateurs, pas plus que les militaires, n'étaient prêts à accepter les règles constitutionnelles et ne firent au contraire

que promouvoir des méthodes « hors cadre » (Yimprasert 2010 : 100-103). Les royalistes étaient parvenus à réaliser leur retour en politique en raison de leur participation, aux côtés de Pridi, au mouvement Thaïs libres. L'établissement de la branche extérieure de la résistance antijaponaise par les royalistes avait été réalisé dans le but de préparer leur retour au pouvoir. Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, la coopération entre Pridi et les royalistes arriva à son terme (Chaiching 2011 : 163-165).

De 1946 à 1947, ne parvenant pas à évincer le gouvernement Thamrong du pouvoir, les démocrates entretenirent un climat politique tendu et montrèrent des signes de radicalisation et de rapprochement de plus en plus évidents avec Phibun Songkhram. Ce dernier préparait dès le mois de mars 1947 son retour politique.

Les échecs des démocrates et les appels à la « révolution »

Pour les démocrates, l'année 1946 fut marquée par deux importants revers, lors des « élections sénatoriales » et des élections complémentaires pour la chambre des représentants. Tenues les 24 et 25 mai, les élections sénatoriales furent marquées, selon le vice-consul de France à Bangkok, Jeudy, par un « éclatant succès » pour Pridi Banomyong. Le parti coopératif (*sahachip*), lié à Pridi, avait obtenu vingt sièges sur quatre-vingts tandis que le parti constitutionnel, qui regroupait « sous l'égide » de Pridi « les promoteurs du coup d'État et les fidèles tenants du régime de 1932 », obtenait les cinquante-trois autres²⁹. Des élections complémentaires étaient prévues au début du mois d'août pour remplacer les anciens membres nommés de la chambre des représentants³⁰. Elles devaient marquer un deuxième échec important pour l'opposition.

À la suite des sénatoriales, les démocrates réagirent contre « l'obstruction totale » dont ils avaient été « victimes » en quittant la séance du parlement tenue le 7 juin qui devait élire le Premier ministre. Les démocrates prétextèrent que les deux chambres auraient dû, conformément à « l'esprit de la constitution », se réunir séparément³¹.

Le 8 juin, Pridi Banomyong fut désigné pour former un nouveau gouvernement mais, le 9 juin, le jeune roi Ananda Mahidol était retrouvé mort d'une balle dans la tête. Cet événement devait être récupéré par l'opposition et peser sur Pridi bien au-delà de son éviction de la scène politique siamoise. Il fut cependant chargé de constituer de nouveau un gouvernement. S'il y eut peu de changement, le vice-consul de France à Bangkok souligna l'apparition de Thawan Thamrongnawasawat. Il l'interpréta comme un témoignage de la volonté d'apaisement de la part de Pridi. Thamrong avait « dû sa fortune politique à sa souplesse et son éloquence qui lui permirent d'accomplir à plusieurs reprises une tâche utile de rapprochement entre les représentants des diverses tendances³² ». Le chef du gouvernement était cependant « plus attaqué que jamais. » Accusé de négligence, voire de complicité, dans l'affaire de la mort du roi, il ne sortait plus qu'accompagné d'une « escorte armée ».

L'opposition démocrate poursuit sa campagne contre le gouvernement qui commença à donner des signes de raidissement en nommant « l'ancien directeur général de la police, [*luang* Adul Detcharas], au poste de commandant en chef de l'Armée ». Pour le vice-consul de France à Bangkok, il s'agissait d'une « reprise en main » de l'armée. Cette mesure attisa les critiques contre Pridi et les « excès » de l'opposition poussèrent le gouvernement à rappeler le 2 juillet que « l'état de crise » (« sorte d'état de siège atténué ») était toujours en vigueur. À la mi-juin, le gouvernement avait déjà procédé à l'arrestation du directeur du journal *Prachathipatai* (démocratie) « pour avoir laissé imprimer que, dans l'affaire du décès du Roi, le meilleur moyen de couper court aux nouvelles tendancieuses aurait été de dire la vérité ». Le 2 juillet, la censure était rétablie. Le 5 juillet, Liang Chayakan fut arrêté « accusé d'[avoir été] l'auteur de tracts dangereux pour la sûreté intérieure de l'État » et pour avoir diffamé Pridi. La police offrait également de deux à dix mille bahts « aux personnes qui dénonceraient les fauteurs de troubles³³ ».

Évoquant la réaction de la population à la mort du monarque, le vice-consul de France notait que le « tragique décès du jeune roi [avait] vivement ému toute la population, y compris la classe paysanne, généralement indifférente à la politique, mais où le sentiment monarchiste, encore qu'assez vague, est resté très fort ». L'opposition exploitait « par tous les moyens ce triste événement ». Le vice-consul prévoyait le développement dans la capitale d'une « lutte politique très vive que les pessimistes craign[aient] de voir se transformer en troubles, voire en coup d'État³⁴ ».

« Après une campagne assez houleuse, durant laquelle on est allé jusqu'à lancer des grenades au cours des réunions publiques », les élections complémentaires du 5 Août se terminèrent par « la complète victoire des partis gouvernementaux³⁵ ». Les élections affaiblirent particulièrement l'opposition qui sur 82 sièges n'en obtint que 11³⁶. Jeudy releva que portés par la « passion », « certains éléments » espéraient « un coup de force contre le président du Conseil ». Les élections passées, l'état de crise et la censure ne furent cependant toujours pas levés³⁷.

Le 21 août, Pridi Banomyong annonça sa démission arguant de son mauvais état de santé et de sa « lassitude croissante » face aux « intrigues politiques ». Il s'agissait aussi pour Pridi de satisfaire l'opposition tout en continuant à influencer les deux partis qu'il « patronnait » dans une « atmosphère plus calme ». Le 23 août, le parlement désigna Thamrong, chef du parti constitutionnel, comme le successeur de Pridi par 135 voix contre 52 pour Khuang Aphaiwong³⁸. Le gouvernement Thamrong comprenait neuf parlementaires du front constitutionnel, sept du parti *sahachip* et deux indépendants. La politique générale du cabinet Thamrong était « presque identique » à celle de l'ancien gouvernement. Elle mettait plus l'accent sur l'« encouragement » et les « facilités » accordés « aux coopératives agricoles, industrielles et de transport » ainsi que sur la « création d'une banque coopérative ». Ces projets étaient tout autant dus à la présence de ministre *sahachip* dans le gouvernement qu'à l'influence de Pridi. Ce dernier pouvait d'ailleurs « donner une orientation plus à gauche » au gouvernement Thamrong « qu'à celui qu'il dirigeait lui-même » : « Les accusations de communisme qui avaient été portées

autrefois contre lui, et qu'on entend reprendre de temps à autre, l'obligeaient en effet, durant sa présidence, à une extrême discrétion à laquelle il n'est désormais plus tenu³⁹. »

La levée de la censure, effectuée le 7 septembre 1946, témoigna d'une baisse relative du climat de tension mais, en octobre, le gouvernement ne semblait pas avoir gagné en popularité pour autant. La hausse des prix était une des principales raisons de cette situation. Et les problèmes politiques demeuraient comme en témoignage la démission du gouverneur – royaliste – et du conseil d'administration de la Banque de Siam⁴⁰. À la même époque, le projet de voyage à l'étranger formulé par Pridi Banomyong, au cours duquel il souhaitait rendre visite à Chiang Kai-shek, d'aller aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en « Russie » (où il devait étudier l'établissement des relations diplomatiques), et en Suisse (pour saluer le roi à Lausanne), prit une tournure plus concrète. Ce projet fut l'occasion de nouvelles critiques :

Pour d'autres, qui n'ont pas oublié les « accusations » portées il y a une douzaine d'années contre Luang Pradit [Pridi], Moscou est le but principal du voyage. L'abrogation de la loi portant interdiction du communisme dans le Royaume, abrogation qui vient d'être votée à la chambre et qui doit passer ces jours-ci au Sénat, ainsi que l'agitation de plus en plus sensible ici des Chinois hostiles à Chiang Kai Chek, ont relativement avivé, ces derniers temps, les craintes du péril révolutionnaire, qui restent toutefois celles d'un petit nombre. Bien que l'on prête à un député l'intention de créer, dès que l'abrogation de ladite loi le permettra, un groupe communiste au parlement, il convient en effet de noter que les partis politiques d'extrême gauche n'ont disposé, jusqu'à présent, d'aucune influence parmi les Siamois et que leurs seuls adeptes dans le pays se sont recrutés parmi les Annamites et les Chinois.

Selon Jeudy, ce voyage ne devait pas avoir « sur le plan international une signification particulière ». Il y voyait surtout le signe chez Pridi d'une certaine lassitude et l'envie de se « recréer » une « autorité nouvelle⁴¹ ». Pour l'opposition, ce fut l'occasion de ranimer la suspicion de communisme à l'endroit de Pridi et de poursuivre indirectement sa lutte contre le gouvernement.

Les diverses campagnes menées par l'opposition ne parvinrent cependant pas encore à ébranler la position de Thamrong à la tête du gouvernement. En mars 1947, on pouvait observer que :

[...] la combinaison gouvernementale actuelle ne saurait mourir que de l'excès de ses propres fautes, d'une improbable pression extérieure ou de la chute brutale de M. [Pridi Banomyong], au cas où les milieux de la cour, dont celui-ci est la bête noire, réussiraient à démontrer sa culpabilité dans la mort du feu Roi [Ananda Mahidol].

Situation qui semblait inacceptable à l'opposition. Cette stabilité du gouvernement « [l]es démocrates le sent[aient] du reste bien, qui déclar[aient] volontiers une révolution nécessaire pour sauver le pays⁴² ».

L'atmosphère de tension politique perdura et fut marquée par le scandale de l'organisation alimentaire que le gouvernement supprima en mai 1947⁴³, par la

convocation le 9 mai du « bien connu » démocrate Suvij Bhundhusresth par la police pour diffamation⁴⁴, et par l'altercation qui – lors de la première réunion de la chambre des représentants le 12 mai – vit Khuang Aphaiwong être physiquement pris à partie par le ministre de l'Agriculture⁴⁵.

Dans l'après-midi du 27 mai 1947, malgré l'obtention d'un vote de confiance des députés, le Premier ministre démissionna⁴⁶ pour pouvoir constituer un nouveau cabinet débarrassé des éléments gênants comme Vilas Osathanon (ancien ministre du Commerce, « dont l'action avait été très critiquée »), Charoon Subsaeng (ancien ministre de l'Agriculture, qui avait giflé Khuang Aphaiwong) et Thonpleo Chonlaphum (responsable de l'Organisation alimentaire). Cependant, la majorité parlementaire qui était « homogène » en août 1946 commençait « lentement, à s'effriter. » Une dizaine de ses membres s'étaient ainsi abstenus lors du vote du 26 mai⁴⁷.

Les démocrates et la question des provinces « perdues »

Contre le gouvernement Thamrong les démocrates recoururent largement à la question des territoires disputés entre le Siam et l'Indochine. De « violents conflits d'intérêts » séparaient gouvernement et opposition sur cette question.

Les démocrates [étaient] en effet, pour des raisons strictement égoïstes, beaucoup plus préoccupés du retour éventuel au Siam de tout ou partie des provinces cambodgiennes tandis que le gouvernement, lié aux intérêts des hommes d'affaires du Nord et qui paraît vouloir, non sans quelque optimisme, reprendre à son compte la politique pan-thaï du maréchal [Phibun], porte presque uniquement ses regards vers la récupération des territoires laotiens, dont il estime au reste la population plus maniable⁴⁸.

La mention de ces « raisons strictement égoïstes » était une allusion à Khuang Aphaiwong qui était d'origine cambodgienne⁴⁹. S'il déclarait avoir conservé « un grand attachement pour la France », notamment pour y être devenu docteur en droit à l'université de Poitiers, ses intérêts allaient directement à l'encontre de ceux de l'Indochine. Ses attaches cambodgiennes expliquaient « l'intérêt tout particulier qu'il port [ait] aux territoires ravis par le Siam à l'Indochine en 1941, et rétrocédés en 1946, notamment à la province de Battambang, et qu'il ait considéré cette rétrocession comme un malheur personnel ». Khuang fut donc à l'origine d'une « violente campagne contre les conclusions de la Commission de Conciliation de Washington », reprochant notamment au gouvernement de ne pas avoir envoyé de délégués assez fermes. Il laissait fréquemment entendre qu'en cas de retour au pouvoir, il reposerait la question des territoires rétrocédés. Khuang avait parmi ses frères Chaovalit Aphaiwong, « chef » des Khmer Issarak (Khmers libres) et couvrit le trafic d'armes et de munitions permettant aux Khmers libres de poursuivre la lutte contre la France, « lutte favorisant d'ailleurs sa propre politique⁵⁰ ».

La campagne démocrate sur le thème des frontières orientales porta ses fruits car quelques jours avant le coup d'État, le 5 novembre 1947, le *Bangkok Post*

rapportait que le gouvernement siamois avait pris la décision de rejeter les recommandations de la commission de conciliation tenue à Washington. Dans la soirée du 5, Thamrong déclara devant les députés que le Siam mettrait fin à ses revendications territoriales si l'indépendance était accordée au Laos et au Cambodge. Le Premier ministre mit l'accent sur la question de la souveraineté de ces pays et nia toute velléité de gains pour le Siam. La question devait être réglée soit par la négociation, soit en faisant appel à l'ONU. Khuang Aphaiwong trouva le moyen d'attaquer la position du premier ministre en arguant du fait qu'elle pouvait soulever la suspicion de l'étranger sur les intentions éventuellement agressive du Siam. Thamrong rétorqua que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France s'attendaient à une telle démarche de la part du Siam. Il souligna également qu'elle n'avait rien à voir avec un quelconque plan d'union de l'Asie du Sud-Est⁵¹. Après le coup d'État, les Britanniques rapportèrent que le gouvernement n'aurait dénoncé unilatéralement l'accord de Washington que pour ôter à l'opposition « un de ses principaux arguments⁵² ».

Les démocrates et le retour de Phibun Songkhram

À partir de mars 1947, on commença à prendre conscience de « l'ombre inquiétante » de Phibun Songkhram qui s'agitait de nouveau derrière le conflit entre le gouvernement et l'opposition :

[...] retiré en apparence, très diminué dans l'opinion mais qui, achetant tous les journaux à vendre, encore assez populaire dans l'armée, attend que le désordre public et la lassitude des Puissances lui permettent une rentrée en scène que l'immense majorité du pays ne souhaite cependant pas⁵³.

« En dépit de ses promesses de s'abstenir de toute activité politique, l'ancien dictateur du Siam, le maréchal Phibun Songkhram, n'[avait] pas cessé de s'agiter depuis son acquittement⁵⁴. » Si l'ancien chef de gouvernement semblait chercher principalement à « se justifier » des accusations qui faisaient de lui un dictateur et un collaborateur des Japonais, « divers indices permettaient de penser qu'il ne s'en tiendrait pas là, et qu'il n'avait pas renoncé à l'espoir de faire sa rentrée politique ». Ainsi, bien que disgracié, Phibun avait cependant conservé de nombreux partisans et, dans sa « modeste maison » à Bangkok, il recevait « chaque jour un grand nombre de visiteurs ». Il voulait également mettre sur pied un parti politique, le *thammathipat*⁵⁵ pouvant en cela compter sur ces « anciens collaborateurs » parmi lesquels « des membres de la Chambre haute⁵⁶ ». Les principaux points du programme du parti étaient les suivants : 1) défense des intérêts de la nation et de la population ; 2) maintien de la dynastie Chakri ; 3) maintien des principes démocratiques et de la liberté des élections ; 4) liberté de la presse ; 5) coopération avec les Nations unies. Phibun affirmait ne pas vouloir briguer de siège parlementaire⁵⁷.

Face à ce retour, le leader démocrate Khuang Aphaiwong se montra moins vindicatif que vis-à-vis du gouvernement :

Une des manœuvres employées pour le rendre plus « avalable » au public, consiste à laisser entendre que M. Khuang Aphaiwong, l'idole de la foule, favoriserait son retour au pouvoir. Les déclarations de ce dernier, à ce sujet, ont été selon son habitude, quelque peu ambiguës [sic], et il a éludé la question au moyen de paraphrases et de paraboles dont il est coutumier⁵⁸.

À la suite du remaniement de mai 1947, et malgré le peu de succès du parti *thammathipat*, la légation française s'inquiéta du fait que le sentiment du « caractère complètement inchangé » de la situation se répandant dans le public ne contribuât à « amplifier les voix, chaque jour plus nombreuses, qui proclam[aient] la nécessité du retour aux affaires du maréchal [Phibun] ». Et si le gouvernement comme l'opposition relativisait les agissements de Phibun, le chargé d'affaires français observait néanmoins ce qui suit :

Je n'en crois pas moins devoir signaler à votre excellence que presque tous les hommes politiques de premier plan, à l'exception peut-être de M. Pridi [Banomyong], mais à commencer par l'amiral Thamrong, entretiennent avec le maréchal des relations étroites ; que M. Khuang Aphaiwong se lie chaque jour davantage avec lui ; que les trois quarts des forces armées, que la majorité des étudiants font ouvertement campagne en sa faveur, et que dans la famille même du premier régent, le prince [Rangsit], pourtant jadis emprisonné par [luang Phibun], et qui ne ressent aucune sympathie à son endroit, on déclare maintenant le maréchal doué de qualités dépassant de loin ses faiblesses, et qui obligeront peut-être un jour à faire appel à lui⁵⁹.

Le *Bangkok Post* du 21 juin rapportait que Phibun Songkhram manifestait toujours l'intention de « reprendre le contrôle politique du Siam ». Il se disait pour cela prêt à attendre une dissolution du parlement ou les prochaines élections prévues en 1949. Évoquant son parti, le *thammathipat*, Phibun reconnaissait qu'il n'était pas très actif mais se disait sûr qu'il gagnerait en soutien populaire avant que l'actuel parlement ne se retire⁶⁰.

L'absence de succès tant de Phibun que des démocrates ainsi que leur « animosité commune » envers Pridi contribuèrent à rapprocher les deux parties :

Cette hostilité partagée assur[ait] à l'opposition une cohésion relative, dont le cabinet et ceux qui le soutiennent manquent de plus en plus. Elle est un des facteurs du retour possible au pouvoir du maréchal Phibun, généralement considéré ici comme le seul homme politique capable de liquider M. Pridi Banomyong⁶¹.

Le pouvoir (indirect) de Pridi commençait à être menacé tandis que l'opposition continuait à mobiliser le thème de la mort du roi contre lui. Si ces ennemis pouvaient « impunément l'accuser d'avoir gaspillé l'argent de l'État dans d'inutiles voyages à Washington », et que s'il avait dû rentrer précipitamment, c'était « peut-être, entre autres motifs, » en raison de son « refus obstiné » de donner des explications sur la cause de la mort du roi Ananda. L'accusation d'avoir été l'instigateur de l'assassinat du roi lancée contre lui n'avait d'autre effet que de le faire persister

dans son silence. Cependant, personne n'avait jusqu'alors « pu formuler un motif valable qui ait pu le pousser à se débarrasser du feu souverain⁶² ».

Illustrant le rapprochement effectué entre Phibun et les milieux démocrates, le ministre de France rapporta en septembre la nouvelle du mariage entre le fils du maréchal et *momluang* Promsi Sanidwongse, la nièce du *momratchawong* Tan Sanidwongse. La famille de la mariée était apparentée à celle du premier régent, le prince Rangsit, dont la mère était une Sanidwongse. Le prince Rangist ayant été un temps enrhumé quand Phibun était chef du gouvernement, la famille Sanidwongse ne fut pas favorable à ce mariage. Ni le prince ni sa famille ne furent présents lors de la cérémonie. Par contre, le second régent, *phraya* Manavaraja Sevi la présida et Khuang Aphaiwong était présent comme témoin de la jeune fille (un de ses frères avait épousé une femme de la famille Sanidwongse⁶³).

À la fin du mois d'août 1947, Pridi déclara à un membre de la légation de France au Siam que l'opposition n'avait toujours pas « pris son parti » de ses échecs parlementaires. Le but du parti démocrate était de « provoquer coûte que coûte » la chute du Premier ministre afin de le remplacer par le général *luang* Adul, chef suprême de l'armée. Adul Detcharas, d'un « caractère autoritaire », devait entraîner la dissolution du parlement pour faire place à des « élections dirigées ». Comme cette manœuvre n'avait « que très peu de chances de succès », Pridi craignait « une tentative de coup d'État qui finirait sans doute en une série d'attentats » et savait également que « divers éléments phibuliens de l'Armée et de la Marine [étaient] approchés à cette fin par les démocrates ». Face à cette situation, il dit s'efforcer de « calmer les esprits⁶⁴ ».

Après la clôture de la session parlementaire le 31 août, le ministre de France au Siam fit observer que les démocrates songeaient encore à la « solution » Adul Detcharas et souhaitaient en faire un candidat au poste de Premier ministre. Mais Pridi avait confiance en cet homme et le considérait comme un ami dont il était sûr. Les démocrates prétendirent que l'idée de la candidature d'Adul était « une suggestion émanant de patriotes apolitiques ». On laissait entendre que, pour surmonter les difficultés présentes, il y avait besoin d'un homme qui « sût s'élever au-dessus des partis et eût la confiance des militaires. Dans le même temps, on faisait circuler des rumeurs de coup d'État [...] ». Ensuite, la presse « à la dévotion » de Khuang Aphaiwong fit savoir que le parti démocrate soutiendrait une « candidature éventuelle » de *luang* Adul. Un journal annonça que de nombreux soutiens, jusque dans les rangs du parti *sahachip*, allaient vers le chef de l'armée⁶⁵. Thamrong fit savoir par voie de presse « avec humeur » qu'il n'envisageait pas de quitter le pouvoir et qu'il ne se retirerait que s'il devait être vaincu au parlement⁶⁶.

LE RÔLE DES DÉMOCRATES VIS-À-VIS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

En 1947, le Siam consacrait « l'essentiel de ses soins aux États-Unis ». Quant à la légation américaine, elle disposait « d'un personnel considérable » qui avait

« fortement contribué à arracher l'économie siamoise aux griffes britanniques » et s'appliquait « à prendre dans le courant d'importations et d'exportations locales une part importante⁶⁷ ». Concernant l'intérêt pour les États-Unis d'intégrer le Siam dans sa sphère d'influence, le chargé d'affaires français au Siam Daridan ajoutait qu'

[...] il [était] du reste à présumer que, pour véritable que soit l'intérêt ainsi témoigné par les États-Unis aux questions économiques, leurs préoccupations fondamentales [étaient] plutôt d'ordre stratégique et que la Malaisie et l'Indochine désormais menacées par le communisme, ils cherch [aient] à s'assurer le soutien d'un État encore anticommuniste, et dont la collaboration avec le Japon a démontré l'importance non négligeable en cas de conflit⁶⁸.

Dans ce contexte, la reconnaissance du gouvernement issu du coup d'État dépendait dans une large mesure de Washington. Pour obtenir la reconnaissance des États-Unis, en particulier à la suite du discours du président Truman du 12 mars 1947, les putschistes misèrent sur l'anticommunisme, le climat de guerre froide naissant, ainsi que sur le caractère « présentable » du nouveau gouvernement composé de civils. Les démocrates participèrent à de nombreuses reprises à des discussions avec le personnel diplomatique des États-Unis et ses alliés à Bangkok afin d'apaiser les éventuelles craintes liées à la présence de Phibun. Ces dispositions incitèrent les puissances étrangères à rapidement adopter une position bienveillante en face du renversement du pouvoir légal au Siam.

Le prétexte de l'anticommunisme

Il a été observé que l'orientation de la politique étrangère du Siam entre 1946 et 1947, si elle était faite d'accommodation avec l'Ouest, comportait aussi une dimension « coopérative » avec les mouvements nationalistes d'Asie du Sud-Est (Suwannathat-Pian 1995 : 272-273) ce que symbolisait la création de la ligue de l'Asie du Sud-Est. Ainsi, le comité exécutif central de cette dernière, élu à Bangkok le 8 septembre 1947⁶⁹, remercia le ministère des Affaires étrangères siamois pour sa prise de position à l'assemblée générale des Nations unies sur la question de l'indépendance indonésienne. La ligue souligna le « rôle notable » du Siam dans la défense des droits des peuples du Sud-Est asiatique⁷⁰. « Cette nouvelle approche amena bientôt à des accusations parmi les puissances occidentales selon lesquelles le gouvernement parrainé par Pridi était gauchiste et de sentiment anti-occidental. » (Suwannathat-Pian 1995 : 273.) Peu de temps avant le coup d'État, le journaliste américain William Newton effectua un « court séjour » à Bangkok. Ce fut l'occasion pour ce dernier de « dénoncer les efforts » récents de « certains éléments dits "de gauche", ressortissants de pays du Sud-Est asiatique, pour un rapprochement avec l'Union Soviétique ». Parallèlement, un « certain nombre d'observateurs discern [aient] dans les essais de constitution d'une « Ligue de l'Asie du Sud-Est [...] la création d'un organisme prêt à s'intégrer à la sphère d'influence russe⁷¹. » L'organisation n'avait pas d'orientation politique particulière mais la

présence en son sein de délégués du Viêt-minh suffisait pour agiter la menace communiste. Finalement, « [l]a recherche de la diversité politique de la part de Pridi dans sa gestion des Affaires étrangères lui coûta finalement la confiance et la bonne volonté des puissances occidentales, en particulier de la Grande-Bretagne et des États-Unis » (Suwannathat-Pian 1995 : 272-273).

Au lendemain du coup d'État, les démocrates et les milieux conservateurs surent jouer de l'orientation de la politique américaine et se firent les intermédiaires entre le groupe du coup d'État et les puissances étrangères : Khuang Aphaiwong auprès de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, le prince major général Phakhinaichakraphan auprès de l'ambassadeur de Chine, et le colonel *luang* Suranarong auprès de l'ambassadeur des États-Unis (Tantikun 1972 : 117). Le prince Bhanubandhu Yugala – petit-fils du roi Chulalongkorn – fut envoyé en guise d'« émissaire officieux » auprès des Français. Ce prince, qui avait « depuis longtemps partie liée avec les démocrates », fit part des « inquiétudes du Cabinet concernant l'attitude des États-Unis et de la Grande-Bretagne devant le coup d'État ». Il « laiss[a] entendre que [Khuang Aphaiwong] allait jouer la carte de l'anticommunisme » et insista sur les « sympathies pro-soviétiques [de] Pridi et les méfaits d'ailleurs réels, de la ligue pour l'Asie du Sud-Est ». Dans tout cela, la France n'avait « rien à perdre au change ⁷² ». Concernant les provinces réintégrées à l'Indochine en 1946, il déclara ce qui suit :

Vous connaissez notre point de vue sur la question des provinces. Il nous est impossible d'accepter leur perte définitive et nous tenons pour un compromis à l'amiable mais nous sommes opposés au soutien des émigrés, des communistes annamites contre vous et, logiques avec nous-mêmes nous nous moquons des indépendants du Laos et du Cambodge, problème qui n'intéresse que la France et ces deux pays ⁷³.

« À l'appui de sa déclaration » le prince Bhanubandhu fit observer au ministre de France « que les trois membres du Cabinet Thamrong [qui s']occupaient des émigrés avaient été gardés en prison et qu'ils allaient être jugés pour activités communistes ⁷⁴ ». Les conservateurs et les démocrates dirent aux États-Unis et à leurs alliés ce qu'ils voulaient entendre.

L'attitude des puissances étrangères

Dans un premier temps, le coup d'État aurait causé une certaine « confusion » au sein du ministère des Affaires étrangères étasunien. Cependant, témoignant du succès de la manœuvre de la part des putschistes pour faire accepter le fait accompli par les puissances étrangères, l'ambassadeur de France aux États-Unis observait dès le 9 novembre que :

[...] les spécialistes des affaires siamoises s'accord[aient] à reconnaître que les hommes qui form[aient] le cabinet de [Khuang Aphaiwong] [étaient] ceux dont le concours [était] le plus susceptible de donner des garanties de modération, de libéralisme éclairé, d'esprit démocratique, et de collaboration sincère avec les Puissances occidentales ⁷⁵.

Même si « [l]es plus méfiants – peut-être les plus avisés – parmi les observateurs de Washington, trouv [aient] la pièce trop bien jouée pour se sentir rassurés », on était impressionné de voir Seni Pramoj, un des chefs du mouvement « Thaïs libres », désormais coopérer avec Phibun.

[...] si un tel homme a pu consentir non seulement à prêter son nom au gouvernement révolutionnaire, mais à y assumer les fonctions de ministre de la Justice, il faut bien, se dit-on, que, malgré l'inconstitutionnalité flagrante de son avènement, et l'inquiétante personnalité de son promoteur, il y ait quelque chose de bon, peut-être même d'excellent, dans le régime du 9 novembre 1947⁷⁶.

Le prince Wan, ambassadeur de Siam aux États-Unis⁷⁷, contribua à présenter l'événement sous un jour favorable, notamment en faisant de Phibun « un grand repentant ». Bonnet résumait ainsi ses propos pour justifier le coup d'État : Pridi, qui avait été formé en France, profitait de la situation de son pays, qui, depuis le renversement de la monarchie absolue, était « privé de la tutelle royale ». Le départ de Phibun avait quant à lui favorisé la « gabegie parlementaire ». Phibun avait « vu la lumière » et voulait réparer sa faute afin de « sauver la démocratie siamoise⁷⁸ ». Bonnet transcrivit ainsi les propos de l'ambassadeur siamois au sujet de la coopération entre les démocrates et Phibun :

[Khuang Aphaiwong], [Seni Pramoj] et leurs collègues du nouveau cabinet n'ont pas craint de s'associer au maréchal pour cette œuvre de salut public que seuls son prestige et son autorité absolue sur l'armée rendaient possible dans les conditions d'ordre et de tranquillité admirables où elle vient de s'effectuer. Eux aussi ont compris que le Siam avait besoin, à son stade présent d'évolution politique, d'un pouvoir fort reposant sur le principe national traditionnel, authentique et sûr, de la monarchie. Voilà le sens de l'événement du 9 novembre⁷⁹.

Concernant la position américaine sur la situation au Siam, l'ambassadeur l'expliquait en l'inscrivant dans le cadre plus large de la politique extérieure des États-Unis. Elle permet de comprendre l'attitude des puissances étrangères à l'égard du Siam suite au coup d'État.

Deux choses en tout cas sont certaines : l'une, que ces développements oratoires troublent sensiblement leurs auditeurs américains ; l'autre, qu'il se trouve dans le climat politique des États-Unis, au moment actuel, beaucoup d'éléments susceptibles de rendre les Américains réceptifs à des explications de ce genre, et de leur rendre sympathique le mouvement qu'on s'efforce de leur peindre en couleurs légitimes ou tout au moins acceptables. L'orientation politique nouvelle qui a trouvé son expression dans le discours présidentiel du 12 mars dernier, et dans le nom de « doctrine Truman » son vocable, porte en soi le principe de contradictions inévitables, et une incitation à contracter les associations les plus paradoxales. Les préoccupations de sécurité qui conduisent l'administration et le Congrès à adopter à l'intérieur, et à pratiquer sans le moindre ménagement, à l'égard de leurs propres nationaux, des mesures du caractère le plus inquisitorial, dissipent leurs scrupules encore bien plus aisément lorsqu'il s'agit de choisir et de recruter des concours au

dehors. L'attitude du gouvernement américain envers la dictature espagnole et, plus récemment, son revirement à l'égard de la dictature argentine, sont des exemples déjà classiques de cette politique, en Europe et dans le nouvel hémisphère. L'évolution qui se produit en ce moment-même dans le comportement des États-Unis vis-à-vis de la Chine du Kuomintang en est un exemple non moins frappant dans le domaine extrême-oriental – sans parler des méthodes que l'Armée américaine emploie depuis deux ans dans le gouvernement de la Corée méridionale, et qui, en d'autres temps, auraient fait scandale au Congrès, dans la presse et dans l'opinion, ou plutôt auraient été proprement inconcevables, tant elles sont au rebours de l'idéal démocratique américain.

Malgré le caractère essentiel qui différencie le dictateur militaire ennemi [Phibun] des dictateurs militaires [Franco] et [Péron], neutres de droit ou de fait dans la deuxième guerre mondiale [sic?], et du dictateur militaire allié [Chiang Kai-shek], il y a là un élément qui mérite d'être pris en considération dans l'appréciation de la politique américaine au Siam dans les jours qui viennent. L'une des seules déclarations du maréchal [Phibun] qui aient été rapportées jusqu'à présent à Washington a trait au communisme, dont il a annoncé qu'il ne le tolérerait pas. Cette déclaration a plus ici, d'autant qu'elle a été faite au moment où s'apprête à partir pour le Siam, – si l'événement ne la retient pas – la nouvelle mission diplomatique de l'URSS, dont on prétend qu'elle est exceptionnellement nombreuse. On se souvient que c'est sous le règne politique de [Phibun] qu'avait été adopté, en 1939 [sic], la législation anti-communiste qui a précisément rendu si difficile la négociation de la reprise des relations diplomatiques entre l'URSS et le [Siam].

L'ensemble de ces raisons donne à penser que, malgré la première réaction, d'ailleurs plus surprise et choquée que violemment indignée, de la presse américaine à l'événement du 9 novembre, la tentation pourra être grande ici de se laisser prendre à toutes apparences satisfaisantes que pourra revêtir le nouveau régime. Déjà, on entend mettre sur le compte de la complication d'esprit des Extrême-Orientaux ce que la simplicité des conceptions occidentales permet difficilement de comprendre dans cette étrange révolution. À mesure que les heures passent sans incident, le nouveau régime prend consistance aux yeux des Américains, et les habitue à lui⁸⁰.

Pour que la reconnaissance puisse se faire, il fallait donc pour le nouveau pouvoir siamois y mette les formes, d'autant que la participation du Phibun dans le second conflit mondial aux côtés des Japonais rendait plus nécessaire encore son retrait au profit de Khuang. C'est ce que fit savoir le ministère des Affaires étrangères britannique à Direk Jayanama, l'ambassadeur de Siam en Grande-Bretagne, soulignant que pour les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine, la reconnaissance du nouveau gouvernement dépendrait de son caractère démocratique, lui-même fonction de la constitution et de la tenue d'élections. Attitude qui explique en partie pourquoi Phibun Songkhram remit officiellement le pouvoir au Premier ministre Khuang Aphaiwong dès le 13 novembre (Tantikun 1972: 118).

En ce qui concerne l'attitude des Britanniques, ces derniers semblent avoir eu une attitude conciliante vis-à-vis du nouveau régime. S'ils laissèrent entendre qu'ils avaient « [p]révu depuis longtemps » le coup d'État, ils s'abstinrent bien d'apporter un quelconque soutien au gouvernement légal. Ils avaient « entretenu des contacts

avec les [deux] camps » et l'ancien chef du gouvernement avait même « cherché à obtenir d'eux l'assurance qu'ils approuveraient une résistance effective. » Élément qui tend par ailleurs à nuancer l'image d'un Thamrong sûr de son contrôle sur les forces armées (Chaloentiarana 2007 : 28). Le ministre de France doutait que les Britanniques l'y aient encouragé. Ils sont cependant intervenus pour obtenir de Phibun la sécurité des anciens ministres⁸¹. Toujours selon le ministre français, les Britanniques tendaient à avoir une « attitude de neutralité plutôt bienveillante », sans pour autant aller jusqu'à la reconnaissance dans l'immédiat. « L'apparent effacement » de Phibun au profit des démocrates, « les assurances données par le Conseil de Régence, quant à la légalité du mouvement », facilitèrent l'adoption par Londres d'une attitude pour le moins modérée⁸².

Dans la seconde moitié du mois novembre, le gouvernement issu du coup d'État paraissait au sous-secrétaire des Affaires étrangères britanniques, Sargent, « honorable » et composé d'un certain nombre de « ministres capables et modérés ». Il percevait la « révolution » non simplement comme un accès d'ambition de la part de Phibun Songkhram mais comme « une action concertée soutenue par les membres les plus conservateurs de la famille royale ». Si le ministère des Affaires étrangères britannique disait parfaitement comprendre les inquiétudes de la France face au retour du maréchal, il ne fallait pas pour autant envisager des mesures telles que des sanctions économiques ou la rupture des relations diplomatiques. Il était néanmoins encore prématuré d'accorder la reconnaissance au nouveau gouvernement avant d'être convaincu qu'il agirait en toute sincérité avec les autres puissances⁸³.

La position française vis-à-vis du coup d'État s'exprima d'abord dans une circulaire donnée aux journalistes émanant du ministère des Affaires étrangères. Le service d'information du ministère y qualifiait Phibun Songkhram d'« auxiliaire de l'agression nipponne », de dictateur raciste et impérialiste. L'accession au pouvoir de Phibun était considérée illégale et posait un « problème de moralité internationale » car il s'agissait de « la première fois depuis la fin des hostilités que l'un des chefs de gouvernement entièrement dévoués à la cause de l'Axe [revenait] au pouvoir⁸⁴ ».

Cependant ici aussi les démocrates jouèrent leur rôle et la France entra en relation avec le nouveau pouvoir quelques jours après le coup d'État par l'intermédiaire de Plion-Bernier, conseiller de la légation française. Ce dernier s'était rendu à une « réception privée » organisée par un membre de la famille royale où il prit contact, « à titre personnel avec quelques-uns des membres du Gouvernement issu du coup d'État ». Lors de cette réception, le nouveau premier ministre Khuang Aphaiwong et le vice-Premier ministre Seni Pramoj avaient « laissé percer dans leurs propos une certaine anxiété quant à l'attitude des puissances étrangères ». Ils affirmèrent à Plion-Bernier que la France n'avait pas à s'inquiéter du retour de Phibun Songkhram⁸⁵.

Fin novembre, en gage de bonne foi, Phibun vint annoncer lui-même à Plion-Bernier qu'il avait fait procéder au désarmement des Vietnamiens du nord-est du Siam. Concernant les territoires disputés, il « considérait la question comme

définitivement réglée ». Quant à son implication personnelle en politique, il disait sa tâche terminée, soulignant qu'il n'était déjà plus *que* commandant en chef de l'armée « et non plus commandant suprême des forces armées ». Il ne devait être bientôt plus qu'un « simple citoyen ⁸⁶ ».

À cette même époque, il apparaissait de plus en plus clairement que la reconnaissance du gouvernement issu du coup d'État par les puissances étrangères était acquise. Le ministre des Affaires étrangères fit ainsi savoir à la légation qu'il estimait que la situation au Siam et l'attitude du gouvernement étasunien devaient amener « dans un délai plus ou moins long à entrer en relations officielles avec le gouvernement issu du coup d'État ⁸⁷ ».

Les démocrates facilitèrent cette acceptation de la part des puissances, tant en discutant directement avec leurs représentants qu'en permettant à Phibun de se tenir en retrait. Ce que ce dernier se complaisait à souligner.

CONCLUSION

Le retour des démocrates aux affaires fut cependant de courte durée. Dès la mi-janvier 1948, le bruit courait au ministère des Affaires étrangères britannique qu'un nouveau coup d'État allait se produire à Bangkok suite à une discussion « entre le ministre et les militaires qui avaient organisé de concert le précédent ⁸⁸ ». Les « milieux britanniques » s'attendaient à un coup d'État. Le 29 janvier, jour des élections, était considéré comme une date probable ⁸⁹.

L'hostilité entre les démocrates et les militaires en était arrivée à un point tel que le parti « Prohibul » avait diffusé « des tracts accusant le gouvernement de “vendre le Siam aux étrangers” ⁹⁰. » Cependant, anticipant la victoire des démocrates, Phibun s'était désolidarisé du *thammathipat* et avait conseillé aux « militaires désireux de faire acte de candidature de [choisir] l'étiquette d'indépendant ⁹¹ ».

Concernant l'attitude des puissances américaine et anglaise, le ministre de France au Siam déplorait, dans la seconde moitié du mois de janvier, le « refus britannique et américain d'adopter dans la crise actuelle une attitude très ferme allant jusqu'à la rupture des relations diplomatiques et la prise de sanctions économiques ». D'autant qu'il observait l'influence des militaires grandir dans les provinces. Le ministre estimait que la « solution de fermeté préconisée par le gouvernement français » était la plus raisonnable mais était « inacceptable pour les États-Unis et la Grande-Bretagne décidés à boire toute honte pour se ménager les bonnes grâces du Siam ⁹² ». Le ministère des Affaires étrangères britannique disait cependant répugner à l'idée de reconnaître un gouvernement à la tête duquel demeurait « un homme que l'on persist[ait] à considérer comme un criminel de guerre ».

On pense en effet que si les Américains ont, bien imprudemment, aidé [Khuang] Aphaiwong et les Démocrates à détruire l'autorité de Pridi, qu'ils trouvaient trop

anglophile, ils n'en sont pas moins hostiles à Pibul et partagent entièrement les vues britanniques et les nôtres⁹³.

Les élections qui eurent lieu le 29 janvier 1948 connurent une très faible participation. « Le gouvernement n'exerça aucune pression apparente mais bénéficiait évidemment de la mise hors de jeu de tous les anciens *Free Thais* [...] ». « Les Démocrates obtinrent une majorité absolue de 53 sièges sur 100, dont les 4 sièges mis aux voix à Bangkok [...]. Les 47 sièges restant étaient partagés entre le parti *thammathipat* de Phibun (5 sièges), le parti *prachachon* de Liang Chayakan (12 sièges) et les Indépendants (30 sièges) dont 10 rallièrent la majorité. » (Fistié 1967 : 212-213.) Le ministre de France souligna cependant que « [l]es résultats de la présente consultation populaire ne [devaient] pas être interprétés comme un effondrement pour le maréchal [Phibun]⁹⁴ ».

Le 13 février, le ministre de France rapporta que ses collègues américain et britannique étaient « d'accord sur l'opportunité d'une reconnaissance rapide du gouvernement siamois issu des dernières élections ». Il fallait pour cela que Khuang Aphaiwong devienne premier ministre. Ils estimaient, comme Gilbert, que cette démarche fortifierait le nouveau gouvernement contre les militaires⁹⁵.

Le 21 février, le conseil suprême fit savoir à Khuang qu'il avait décidé de « recommander à l'agrément du Roi sa nomination à la présidence du nouveau gouvernement. » L'apparent respect des règles démocratiques de la part de Phibun s'expliquait par la « rancune » qu'avaient gardée Britanniques et Américains à son endroit⁹⁶. Phibun attendait que les puissances étrangères reconnaissent le gouvernement siamois.

Le 27 février, la légation de France à Bangkok informa Paris de la formation d'un gouvernement Khuang similaire à celui formé au lendemain du coup d'État. Le nouveau ministre des Affaires étrangères avait adressé aux chefs des missions diplomatiques « la lettre que nous lui avons suggérée par laquelle il affirme l'intention du nouveau gouvernement Siamois “de remplir avec soin ses obligations : celles découlant des traités et toutes autres”⁹⁷ ». Finalement, le 6 mars 1948, les « missions diplomatiques accréditées à Bangkok » accusèrent réception de la lettre du ministre des Affaires étrangères siamois en date du 26 février qui informait de la formation d'un nouveau gouvernement, « ainsi que des intentions du Siam de respecter ses engagements internationaux ». « Cet échange de lettres consacra [ait] la reconnaissance par les puissances du gouvernement siamois issu des récentes élections générales⁹⁸. »

Confirmé comme chef du gouvernement, Khuang entreprit de faire rédiger une constitution permanente. Mais, « [c]es perspectives n'étaient pas faites pour réjouir les militaires auteurs du coup d'État ». Le 6 avril, les militaires vinrent signifier à Khuang qu'il devait donner sa démission. Il la remit le 7 au prince Rangsit (Fistié 1967 : 213-214). À la suite de l'éviction de Khuang par les militaires, l'ambassadeur de France aux États-Unis rapportait que si le retour de Phibun au pouvoir préoccupait le département d'état, « celui-ci estim[ait] à première vue que les pressions exercées sur M. Khuang Aphaiwong pour l'amener à se démettre

n'[avait] pas revêtu un caractère suffisamment scandaleux pour justifier une intervention des puissances⁹⁹ ».

Cette éviction de Khuang par les militaires marqua l'échec de la première tentative de restauration de l'influence royaliste au Siam. Mis en avant pour obtenir la confiance des puissances étrangères, les démocrates n'avaient plus d'utilité une fois la reconnaissance des États-Unis acquise. La participation des royalistes au coup d'État de novembre 1947 témoigna autant de leur refus de se plier aux règles du parlementarisme que de la volonté des militaires à ne pas rester en dehors du champ politique. Il s'agissait pour les royalistes d'éliminer l'influence de Pridi Banomyong, figure dominante de la scène politique depuis la fin de la guerre. Les revers successifs essuyés par les démocrates dans leur campagne contre les gouvernements Pridi et Thamrong les poussèrent à collaborer avec les militaires pour, dans la foulée du coup d'État, changer les institutions du royaume. Les partisans de Pridi une fois écartés, les démocrates furent cependant dans l'incapacité de contrer efficacement la mainmise croissante de Phibun Songkhram sur le pouvoir. La lutte entre les démocrates et le maréchal perdura jusque dans le milieu des années 1950. La chute de Phibun en 1957 ouvrit la voie à la dictature militaire de Sarit Thanarat qui contribua de manière décisive à la restauration de l'autorité royale en Thaïlande

Note sur la transcription et les abréviations

- Le système de transcription utilisé est celui officiellement employé en Thaïlande. Lorsqu'un nom n'apparaît pas ailleurs que dans les sources en français ou en anglais, nous utilisons la transcription employée dans les documents. Lorsqu'un nom est connu dans une version particulière, nous employons cette dernière.
- AMAE: Archives du ministère des Affaires étrangères (Courneuve).

Notes

1. *Bangkok Post* du 8 novembre 1947.
2. *Bangkok Post* du 10 novembre 1947.
3. Luang Kat Katsonkhram et Kan Chamnongphumiwet participèrent au renversement de la monarchie absolue en 1932. Le premier prit également part à la répression de la révolte du prince Bovaradej contre le nouveau régime en 1933.
4. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangères à Paris, en date du 12 novembre 1947.
5. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangères à Paris, en date du 13 novembre 1947. Ce fut la belle-fille du prince qui donna cette version des choses à un membre de la légation française au Siam. Dans une note datée du 12 novembre, Gilbert précisait que le second régent, *phraya* Manavaraj Sevi, avait pris la fuite, ce qui lui fut pardonné « sans doute par souci de ménager l'opinion publique ».
6. Chaloeontiarana citait l'ouvrage publié à l'occasion de la cérémonie funéraire de *luang* Kat. Tantikun citait le journal *Sayam Nikon* du 11 novembre 1947. *Luang* Kat

aurait caché la constitution sous une jarre rouge avant le coup d'État. Ce qui lui vaut le surnom de « constitution de dessous la jarre » (*ratthaththammanun tai tum*).

7. AMAE/147 QO. 33. P. E. Gilbert, ministre de France au Siam, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 12 novembre 1947, « Nouvelle Constitution du Siam ».
8. Né en 1911, Kukrit Pramoj a étudié en Grande-Bretagne, au Trent College puis à Oxford. Il est rentré au Siam en 1935 où il a commencé à travailler pour le ministère des Finances.
9. AMAE/147 QO. 33. P. E. Gilbert, ministre de France au Siam, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 12 novembre 1947, « Nouvelle Constitution du Siam ».
10. *Bangkok Post* du 10 novembre 1947.
11. *Bangkok Post* du 12 novembre 1947.
12. Le 13 novembre, *Momchao* Siddiporn finit par accepter le portefeuille de l'agriculture qui fut dans un premier temps pris en charge par Khuang (*Bangkok Post* des 12 et 13 novembre 1947).
13. AMAE/147 QO. 33. P. E. Gilbert, ministre de France au Siam, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 13 novembre 1947 « Composition du cabinet Khuang Apaivongse ».
14. *Bangkok Post* du 10 novembre 1947.
15. *Bangkok Post* du 14 novembre 1947.
16. *Bangkok Post* du 14 novembre 1947.
17. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangères à Paris, en date du 13 novembre 1947.
18. *Ibid.*
19. *Bangkok Post* du 28 novembre 1947.
20. *Bangkok Post* du 18 novembre 1947.
21. *Bangkok Post* du 19 novembre 1947.
22. *Bangkok Post* du 24 décembre 1947.
23. *Bangkok Post* du 19 novembre 1947.
24. Le ministre de France donnait l'exemple du général *phraya* Devahastin, « ancien chef du Corps Expéditionnaire siamois en 1917, ancien vice-président de l'Assemblée Nationale, emprisonné en compagnie du Prince [Rangsit de Jainad], pour avoir comploté en 1939 contre le Gouvernement du Maréchal, et dont deux fils, compromis dans ce même complot, ont été exécutés. » Le colonel *luang* Chamnan Yuddasilp et *momratchawong* Prayoun Isarabhakdi – anciennement *phraya* Oudompong Pensouwat – qui avaient aussi été emprisonnés comme opposants de Phibun figuraient dans la liste des membres désignés de la Chambre haute.
25. AMAE/147 QO. 33. Le ministre de France, P. E. Gilbert, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 27 novembre 1947, « Membre de la Chambre haute ». Une première liste des membres de la Chambre haute comprenait « les deux premiers princes du Royaume ? », Chumpot et Bhanubandh (Bhanubandhu Yugala), petit-fils du roi Chulalongkorn. La liste définitive ne contenait plus que sept princes « du troisième rang (*momchao*) qui n'avaient d'ailleurs pas été cités auparavant et qui [étaient] presque inconnus. »
26. *Ibid.*
27. *Bangkok Post* du 9 décembre 1947.

28. *Bangkok Post* du 15 janvier 1948.
29. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 3 juin 1946, « Élections sénatoriales ». Jeudy expliquait ainsi la victoire des partisans de Pridi : « [...] bien que la constitution ait prévu un suffrage indirect à deux degrés, la Chambre des représentants avait préféré, à titre exceptionnel, se réserver à elle-même le soin d'élire les premiers sénateurs. On pouvait donc prédire, sans risque d'erreur, que les représentants du peuple de la deuxième catégorie, c'est-à-dire nommés par l'exécutif, catégorie que la nouvelle constitution condamne à disparaître, iraient chercher refuge à la Chambre haute, en s'élisant eux-mêmes sénateurs avec l'aide d'une partie de la première catégorie ».
30. *Ibid.*
31. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères, en date du 20 juin 1946, « Le nouveau cabinet Pradit et la situation politique ».
32. *Ibid.*
33. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 11 juillet 1946, « Crise politique siamoise ». Liang aurait été l'instigateur de manifestations qui [avaient] eu lieu dans un cinéma où, à une voix qui criait dans l'obscurité : « Qui a tué le Roi » – une autre voix répondait « C'est Pradit ».
34. *Ibid.*
35. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 16 août 1946, « Les élections complémentaires et la situation politique. » Depuis les gouverneurs jusqu'aux chefs de village, on souligna « le caractère déloyal et tendancieux » de la campagne menée par l'opposition.
36. Quand Jeudy rédigea sa note, seulement 75 résultats étaient connus. Pro-gouvernemental, le parti *sahachip* obtint 28 sièges, le front constitutionnel – « centre et pivot de l'Assemblée » – en obtenait 29. Les « indépendants » se partageaient les 7 sièges restant. Le Premier ministre et le ministre de la justice, Thamrong, furent élus dans la province d'Ayutthaya. Le ministre de l'Instruction publique Duean Bunnag, chef du parti « coopératiste », fut battu dans une circonscription de Bangkok par Seni Pramroj. Le ministre des Affaires étrangères Direck Chayanam, candidat du front constitutionnel, se fit élire dans « un faubourg de Bangkok ». Dans la province de Battambang, les deux sièges furent « enlevés par le frère et le beau-frère de Luang Kovid [Khuang Aphaiwong], M. [Svasdi Aphaiwong] et Phra [Phiset Phanich (Poc Khun)] ».
37. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 16 août 1946, « Les élections complémentaires et la situation politique ».
38. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 24 août 1946, « Démission du cabinet Pradit ».
39. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 28 août 1946, « Nouveau cabinet siamois ».
40. « On savait depuis longtemps que le Prince [Vivadhanajai Jaiyant], autant en raison de son franc-parler que de son loyalisme monarchique [...] n'était pas *persona grata* parmi les amis de Luang [Pradit], lesquels supportaient avec peine la présence, à la tête de la banque, d'un homme qui, pour être une des rares autorités siamoises en la matière, n'en déplaisait pas moins par son esprit d'indépendance. »

41. AMAE/147 QO. 32. Le vice-consul de France à Bangkok, René Jeudy, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 17 octobre 1946, « Situation intérieure ».
42. AMAE/147 QO. 32. Le chargé d'affaires de France au Siam, M. J. Daridan, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 11 mars 1947, « Situation politique ». Daridan ne voyait dans ses positions « révolutionnaires » qu'une « outrance toute verbale »...
43. AMAE/147 QO. 32. Le ministre de France au Siam, P. E. Gilbert, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 20 août 1947, « Le Scandale de la Food Organisation ». La raison du scandale avait été le non-remboursement de la part de 6 députés des avances qu'ils avaient obtenues « pour des achats qui pourtant n'[eurent] pas eu lieu ». Les avances s'élevaient à 8 millions de baths et avaient été faites à 25 parlementaires au titre de l'organisation. Le gouvernement avait déclaré que parmi les personnes ayant reçu des avances il y avait 3 secrétaires d'État qui avaient cependant justifié de leurs dépenses ou avaient remboursé les sommes qu'il leur avait été avancées.
44. *Bangkok Post* du 10 mai 1947. Il devait répondre à l'accusation d'avoir écrit un article – dans l'hebdomadaire *Chanathipat* – considéré comme diffamatoire pour le ministre du Commerce Vilas Osathanon. L'article accusait le ministre d'avoir perçu des pots de vin de la part de marchands chinois. Une enquête montra que « Suvij » était l'auteur du texte. Il fut relâché le jour même sur une caution de 2 500 baths réglée par Liang Jayakan (Chayakan), un important membre du parti démocrate.
45. *Bangkok Post* du 12 mai 1947. Le ministre, Charoon Suebsaeng, accusait Khuang de l'avoir calomnié à plusieurs reprises.
46. *Bangkok Post* du 27 mai 1947.
47. AMAE/147 QO. 32. Le chargé d'affaires de France au Siam, M. J. Daridan, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 16 juin 1946, « Situation politique au Siam ».
48. AMAE/147 QO. 32. Le chargé d'affaires de France au Siam, M. J. Daridan, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 11 mars 1947, « Situation politique ».
49. Il était le petit-fils de Phya Kathathorn, le dernier gouverneur siamois de Battambang avant 1906.
50. AMAE/147 QO. 9. Note de la direction Asie-Océanie du ministère des Affaires étrangères portant sur Khuang Aphaiwongse, en date du 21 juin 1949. Le politicien siamois aurait également « fourni des subsides » de 100 à 200 000 piastres « introduites clandestinement en Indochine par un officier américain en 1947 ayant été saisie par la Sûreté française ». Mis en cause, Khuang avoua au chargé d'affaires français Daridan que la somme était la sienne. « Il prétendit qu'elle était destinée à l'entretien du domaine rizicole qu'il avait acquis à Battambang peu après l'invasion siamoise, et qui fait actuellement l'objet d'un litige avec les anciens propriétaires français. » Khuang avait pour beau-frère Poc Pokhun ou Phra Piset, un « ancien chef des "Cambodgiens libres" ». Lorsqu'il était premier ministre, Khuang l'affecta à son secrétariat, « alors que Poc Pokhun se livrait aux plus vives attaques contre la France. L'observation lui en ayant été faite, il invoqua les nécessités de famille ». Khuang ne se sépara de lui qu'en raison de la rivalité qui l'opposait à Chaovalit. Le colonel Ran Pathivet, cousin de Khuang, occupa le poste de premier gouverneur de Battambang à partir de 1941. Ran Pathivet est dit avoir exercé pendant plusieurs mois une « action violemment anti-française, jusqu'à ce que ses exactions l'aient fait déplacer ».

51. *Bangkok Post* des 5 et 6 novembre 1947.
52. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangères, en date du 14 novembre 1947.
53. AMAE/147 QO. 32. Le chargé d'affaires de France au Siam, M. J. Daridan, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 11 mars 1947, « Situation politique ».
54. AMAE/147 QO. 9. R. Plion-Bernier, chargé d'affaires de France p.i. au Siam, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 27 mars 1947, « Activités politiques du Maréchal Phibun Songkhram ».
55. Traduit dans la note par « le Droit est la Puissance ».
56. Notamment *luang* Phrom Yothi, général ancien ministre de la Guerre, et Prayoun Bhamon Montri, général ancien ministre de l'Éducation publique ainsi que « [c]hef du mouvement militaire de la jeunesse ».
57. AMAE/147 QO. 9. R. Plion-Bernier, chargé d'affaires de France p.i. au Siam au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 27 mars 1947, « Activités politiques du Maréchal Phibun Songkhram ».
58. AMAE/147 QO. 9. R. Plion-Bernier, chargé d'affaires de France p.i. au Siam, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 8 avril 1947, « [D]u Maréchal Phibun Songkhram et de ses satellites ».
59. AMAE/147 QO. 32. Le chargé d'affaires de France au Siam, M. J. Daridan, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 16 juin 1946, « Situation politique au Siam ».
60. *Bangkok Post* du 21 juin 1947.
61. AMAE/147 QO. 32. Le chargé d'affaires de France au Siam, M. J. Daridan, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 8 juillet 1947, « Situation politique ».
62. *Ibid.* L'opinion du chargé d'affaires était la suivante : « Il me semble au contraire que la disparition de celui-ci a été l'aboutissement d'une tragédie de famille et que le Roi actuel, depuis longtemps jaloux de son frère et qui, très autoritaire, avait toujours aspiré au pouvoir, a joué un rôle prépondérant dans les événements du 9 Juin 1946. Mais s'il découvrait le Roi, que le peuple siamois vénère avec d'autant plus de ferveur qu'il prête à l'ancien Régent le dessein de le faire également disparaître, M. Pridi Banomyong ouvrirait une crise dynastique dont le bénéficiaire serait non une improbable République, mais un de ses adversaires les plus déterminés, le Prince [Chumphotphong], héritier direct du trône. De là ses hésitations, de là ses réticences dont le Roi [Phumiphol] profite pour prolonger le plus possible son séjour en Suisse, en espérant que le temps aidant, les passions s'apaiseront suffisamment pour que la disparition tragique de son frère soit enfin rejetée dans l'oubli. »
63. AMAE/147 QO. 9. P. E. Gilbert, ministre de France au Siam, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 12 septembre 1947, « Mariage du fils du Maréchal Phibun Songkhram ».
64. AMAE/147 QO. 32. Télégramme en provenance de Bangkok au ministère des Affaires étrangères, en date du 26 août 1947.
65. AMAE/147 QO. 32. Le ministre de France au Siam, P. E. Gilbert, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 18 septembre 1947, « Politique intérieure siamoise ».
66. *Ibid.* Le ministre de France rapporta également que selon « l'officier de la D.E.C.E. à Bangkok », la manœuvre décrite été « doublée sur le plan militaire d'une conspiration

ayant à peu près les mêmes promoteurs ». Il s'agissait pour eux de s'emparer du pouvoir « par la force le 5 Novembre prochain, date de la rentrée du [p]arlement, d'installer [Luang Adul] au Gouvernement et le Maréchal [Phibun] à la tête des forces ». Les conspirateurs entendaient « réoccuper militairement les provinces contestées » avec l'aide du Vietminh.

67. AMAE/147 QO. 32. Le chargé d'affaires de France au Siam, M. J. Daridan, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 11 mars 1947, « Situation politique ».
68. *Ibid.*
69. *Bangkok Post* du 9 septembre 1947.
70. *Bangkok Post* du 25 septembre 1947.
71. AMAE/147 QO. 32. Le ministre de France au Siam, P. E. Gilbert, au ministre des Affaires étrangères à Paris, en date du 23 Octobre 1947, « Communisme au Siam ».
72. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangère à Paris, en date du 12 novembre 1947.
73. *Ibid.*
74. *Ibid.* Il n'y avait cependant plus de loi anticommuniste au Siam à cette date.
75. AMAE/147 QO. 33. L'ambassadeur de France aux États-Unis, Henri Bonnet, au ministre des Affaires étrangères Georges Bidault, en date du 14 novembre 1947, « Siam. Coup de force de Luang Piboun du 9 novembre 1947 ».
76. *Ibid.*
77. *Ibid.* « [A]ncien convive des banquets militaires de Tokyo », « ex-répondant siamois de la politique de "co-prospérité asiatique" » et « négociateur du traité du 6 mai 1941 ».
78. AMAE/147 QO. 33. L'ambassadeur de France aux États-Unis, Henri Bonnet, au ministre des Affaires étrangères Georges Bidault, en date du 14 novembre 1947, « Siam. Coup de force de Luang Piboun du 9 novembre 1947 ».
79. *Ibid.*
80. *Ibid.*
81. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangères, en date du 14 novembre 1947.
82. *Ibid.* Le ministre français ajoutait également ce qui suit : « Il est apparent que la question du devancement du communisme au Siam jouera un rôle important dans les décisions ultérieures de nos alliés. »
83. AMAE/147 QO. 33. L'ambassadeur de France en Grande-Bretagne, au ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault, en date du 20 novembre 1947, « Note du *Foreign Office* sur les affaires siamoises ».
84. AMAE/147 QO. 33. Circulaire du ministère des Affaires étrangères, service d'information et de presse, en date du 12 novembre 1947 et signée par R. Offroy, « [D]u coup d'État siamois ».
85. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangères, en date du 13 novembre 1947.
86. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre de France au Siam, Gilbert, au ministère des Affaires étrangères, en date du 29 novembre 1947.
87. AMAE/147 QO. 33. Télégramme du ministre des Affaires étrangères à la légation de France à Bangkok, en date du 28 novembre 1947, « Attitude du Gouvernement français à l'égard du Gouvernement Aphaiwong ».

88. AMAE/147 QO. 34. Télégramme en provenance de Singapour, signé Guibaut, au ministère des Affaires étrangères, en date du 15 janvier 1948.
89. AMAE/147 QO. 34. Télégramme en provenance de Singapour, signé Guibaut, au ministère des Affaires étrangères, en date du 26 janvier 1948.
90. AMAE/147 QO. 34. Dépêche AFP, « Avant les élections générales au Siam », Bangkok, le 29 janvier 1948.
91. AMAE/147 QO. 34. Télégramme de Bangkok au ministère des Affaires étrangères, en date du 3 février 1948.
92. AMAE/147 QO. 34. Le ministre de France, P. E. Gilbert, au ministre des Affaires étrangères, en date du 22 janvier 1948, « Reconnaissance éventuelle du gouvernement Aphaiwong ».
93. AMAE/147 QO. 34. Télégramme de l'ambassade de France en Grande-Bretagne au ministère des Affaires étrangères, en date du 23 janvier 1948, « Situation au Siam ».
94. AMAE/147 QO. 34. Télégramme de Bangkok au ministère des Affaires étrangères, en date du 3 février 1948.
95. AMAE/147 QO. 34. Télégramme de Bangkok au ministère des Affaires étrangères, en date du 13 février 1948.
96. AMAE/147 QO. 34. Le ministre de France au Siam, P. E. Gilbert, au ministère des Affaires étrangères, en date du 4 mars 1948, « Désignation de M. Khuang Apaiwongse à la Présidence du Gouvernement ».
97. AMAE/147 QO. 34. Télégramme de la légation de France à Bangkok au ministère des Affaires étrangères, en date du 27 février 1948.
98. AMAE/147 QO. 34. Le ministre de France au Siam, P. E. Gilbert, au ministre des Affaires étrangères, en date du 9 mars 1948, « Reconnaissance du Gouvernement siamois par les Puissances ».
99. AMAE/147 QO. 34. Télégramme de Washington, signé Bonnet, au ministère des Affaires étrangères, en date du 10 avril 1948.

Références

- BAKER, Chris & Pasuk PHONGPHAICHIT, 2009, *A History of Thailand*, Cambridge : Cambridge University Press.
- CHAICHING, Nattapoll, 2011, « The Monarchy and the Royalist Movement in Modern Thai Politics », in *Saying the Unsayable, Monarchy and Democracy in Thailand*, Lotte Isager & Soren Ivarsson, éd., Chiang Mai : NIAS press, p. 147-178.
- CHALOEMTIARANA, Thak, 2007, *Thailand, the Politics of Despotic Paternalism*, Bangkok : Silkworm Books.
- FISTIÉ, Pierre, 1967, *L'Évolution de la Thaïlande Contemporaine*, Paris : Librairie Armand Colin.
- JEAMTEERASAKUL, Somsak, 1993, *The Communist Movement in Thailand*, Monash : Monash University.
- KASETSIRI, Charnvit, 2001, *Political History of Thailand 1932-1957*, Bangkok : The Foundation For The Promotion Of Social Sciences and Humanities Textbooks Project.

- METTARIKANON, Dararat, 2003, *Kanmueang song fang Khong*, Bangkok : Matichon.
- SUWANNATHAT-PIAN, Kobkua, 1995, *Thailand's Durable Premier: Phibun through Three Decades 1932-1957*, Singapour : Oxford University Press.
- TANTIKUN, Suchin, 1972, *Rattaprahan pho. so. 2490*, Bangkok : Samnakphim Samakhom Sangkhomsat Haeng Prathet Thai.
- YIMPRASERT, Suthachai, 2010, *Phaen ching chat Thai*, Bangkok : Samnakphim 6 Tula Ramluek.

Résumé : Cet article entend souligner le rôle des milieux conservateurs siamois dans le renversement du gouvernement élu du contre-amiral Thamrongnawasawat. Le coup d'État de 1947, organisé de concert par certaines factions militaires et les royalistes du parti démocrate, témoigna du regain d'activités de ces derniers. Il fut pour eux l'occasion d'éliminer les institutions démocratiques mises en place par l'ancien chef de la résistance antijaponaise Pridi Banomyong. S'appuyant sur le mécontentement des militaires au lendemain de la guerre, ainsi que sur leur impunité, les milieux conservateurs siamois se livrèrent à une première tentative de restauration de l'autorité royale avant d'être évincés par le maréchal Phibun Songkhram après seulement quelques mois.

November 1947 and the Democrats

Abstract : *This article aims to highlight the role of Siamese conservatives in overthrowing the elected government of the Rear Admiral Thamrongnawasawat. The 1947 coup d'État, organized jointly by some military factions and royalists of the Democrat Party, reflected the increased activity of the latter. It was an opportunity for them to remove the democratic institutions built by the former head of the anti-Japanese resistance Pridi Banomyong. Taking advantage of the discontent of the military after the war, and their impunity, Siamese conservatives engaged in the first attempt to restore royal authority before being ousted by Marshal Phibun Songkhram after only few months.*

Mots-clés : Siam, Thaïlande, coup d'État, 1947, parti démocrate, Khuang Aphaiwong, Phibun Songkhram, Pridi Banomyong, Thawan Thamrongnawasawat.

Keywords : *Siam, Thailand, coup d'État, 1947, Democrat Party, Khuang Aphaiwong, Phibun Songkhram, Pridi Banomyong, Thawan Thamrongnawasawat.*

